

investir en private equity

idi

rapport financier semestriel – 30 juin 2008



SOMMAIRE

- I – COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008**
- II – RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**
- III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE
DES COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008**
- IV – DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

IDI
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
1er semestre 2008

I - COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

	juin-08	juin-07	Année 2007
Prestations facturées	1 612	592	1 861
Services extérieurs	-2 181	-1 939	-3 926
Personnel	-2 062	-1 443	-4 159
Impôts et taxes	-245	-152	-367
Dotations amortissements	-51	-50	-106
Autres charges	-1 798	-2 060	-4 035
RESULTAT D'EXPLOITATION	-4 725	-5 052	-10 732
Solde des plus-values/moins-values sur immobilisations financières	1 443	19 799	26 411
Solde des dotations et reprises de provisions et amortissements	56		-58
Autres produits en capital			134
Variation juste valeur	-8 927	5 509	12 346
RESULTAT SUR OPERATIONS EN CAPITAL	-7 428	25 308	38 833
AUTRES PRODUITS & CHARGES OPERATIONNELS	30	60	-778
RESULTAT OPERATIONNEL	-12 123	20 316	27 323
Produits financiers de l'actif immobilisé	3 556	2 325	4 368
Charges - Produits de trésorerie	-1 392	-2 033	-3 642
Différence de change	8 240	2 619	13 737
Reprise nette provision pour perte de change			
RESULTAT FINANCIER	10 404	2 911	14 463
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE	-1 719	23 227	41 786
RESULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIEES			
RESULTAT AVANT IMPOT	-1 719	23 227	41 786
dont : - part du groupe	-1 113	23 227	
- part des minoritaires	-606		
Impôts courants et différés des sociétés consolidées par intégration globale	439	-634	-4 305
RESULTAT NET	-1 280	22 593	37 481
dont : - résultat net part du groupe	-674	22 593	37 481
- résultat net part des minoritaires	-606		
Résultat net de base par action part du groupe	-0,09	3,72	5,54
Résultat net dilué par action part du groupe	-0,09	3,68	5,30

BILAN CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

ACTIF	juin-08	juin-07	31/12/07
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	507	480	468
Immobilisations incorporelles	6	19	6
Immobilisations Financières	414 879	331 505	419 828
Participation dans les entreprises associées et créances rattachées			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	159 280	191 979	167 813
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (IAS 28)	10 665	17 926	21 584
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (IAS 39)	244 815	121 485	230 309
Autres immobilisations financières	119	115	122
Impôts différés actifs			
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	415 392	332 004	420 302
ACTIFS COURANTS			
Créances d'exploitation	1 265	815	626
Autres créances	10 121	526	3 593
Trésorerie gagée en garantie de remboursement des emprunts en devises	54 669	93 946	79 912
Valeurs mobilières de placement	1 013	2 544	1 316
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 518	23 106	24 537
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	81 586	120 937	109 984
TOTAL DE L'ACTIF	496 978	452 941	530 286

BILAN CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

PASSIF	juin-08	juin-07	31/12/07
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	51 273	43 392	51 273
Primes	131 626	96 368	131 626
Réserves consolidées	122 921	101 624	92 396
Résultat - Part du Groupe	-674	22 593	37 481
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	305 146	263 977	312 776
INTERETS MINORITAIRES	1 439	8	2 017
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	306 585	263 985	314 793
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	938	938	938
Impôts différés passifs	3 164	2 371	2 681
Dettes financières non courantes	131 841	135 139	160 567
Autres dettes non courantes			21 246
Total des passifs non courants	135 943	138 448	185 432
Passifs courants			
Dettes financières courantes	1 995	2 199	3 266
Dettes d'exploitation	4 901	3 435	4 024
Impôts exigibles		3 160	1 526
Autres dettes	47 554	41 714	21 245
Total des passifs courants	54 450	50 508	30 061
TOTAL DU PASSIF	496 978	452 941	530 286

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Fin 2006	43 392	94 908	84 789	26 619	249 708	8	249 716
Distribution de dividendes commanditaires				-5 767	-5 767		-5 767
commandités				-1 220	-1 220		-1 220
Mise en réserves			19 632	-19 632			
Augmentation de capital du 18 juillet	11 089	46 699			57 788		57 788
Réduction de capital du 23 décembre	-3 208	-11 725			-14 933		-14 933
Emission BSA 1		1 460			1 460		1 460
Emission BSA 2		284			284		284
Changement périmètre réserve variation autocontrôle			-52		-52	2 009	2 009
acquisition titres Financière Bagatelle			-9		-9		-9
Résultat 2007				37 481	37 481		37 481
Ecart de valeur			-11 964		-11 964		-11 964
Capitaux propres au 31 décembre 2007	51 273	131 626	92 396	37 481	312 776	2 017	314 793
Distribution de dividendes commanditaires				-7 943	-7 943		-7 943
commandités				-1 270	-1 270		-1 270
Mise en réserves			28 268	-28 268	0		0
Changement périmètre réserve variation autocontrôle			43		43	28	71
			-56		-56		-56
Résultat 06/2008				-674	-674	-606	-1 280
Ecart de valeur			2 270		2 270		2 270
Capitaux propres au 30 juin 2008	51 273	131 626	122 921	-674	305 146	1 439	306 585

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE
(en milliers d'euros)

	juin-08	Année 2007
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
+ Résultat net	-1 280	37 481
+ Dotations aux amortissements	51	106
+ Dotations aux provisions (hors celles liées à l'actif circulant)	-56	58
- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur par résultat	-8 927	12 346
- Plus et moins values sur cessions d'actifs	1 443	26 411
- Autres produits non monétaires		134
- QP de résultat de stés mises en équivalence		
- Dividendes de sociétés non consolidées	3 556	4 368
+ Coût de l'endettement financier net	1 392	3 642
+ Charge d'impôt	-439	4 305
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et de l'impôt	3 596	2 333
- Variation du besoin de fonds de roulement d'exploitation	-238	-1 102
Total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	3 834	3 435
Flux de trésorerie des activités d'investissement financiers et de placement		
<i>Activité opérationnelle d'investissement et de placement</i>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	34 212	168 896
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	34 031	131 462
- Autres mouvements sur immos financières	2 850	-21 449
+ Incidence des variations de périmètre prov risques		
+ Dividendes reçus	3 556	4 368
+ Rés. Sociétés en équivalence		
- Charge d'impôt	-351	5 900
+ Ecart juste valeur	2 910	-21 381
+ Autres produits non monétaires		134
+ Changement périmètre réserves	15	1 949
<i>Activité d'investissements en immobilisations incorporelles et corporelles</i>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	94	61
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4	18
- Variation hors cycle net	2 991	-6 607
Total des flux de trésorerie provenant de l'activité opérationnelle d'investissement et de placement	720	-30 251
Flux de trésorerie des activités de financement		
+ Augmentation de capital		44 599
- Distribution aux actionnaires de la société mère	9 213	6 987
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
+ Nouveaux emprunts et dettes financières	483	51 858
- Remboursements emprunts et dettes financières	28 726	41 512
+ Changement périmètre dettes LMT		
- Intérêts financiers nets versés	1 392	3 642
+ Var dettes financières court terme	-1 271	-763
Total des flux de trésorerie provenant des opérations de financement	-40 119	43 553
Variation des liquidités et équivalents au cours de l'exercice	-35 565	16 737
Trésorerie à l'ouverture	105 765	89 028
Trésorerie à la clôture	70 200	105 765

**Annexe aux états financiers consolidés
au 30 juin 2008**

Note 1 : PRINCIPES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

L'IDI a pour métier la prise de participations dans les entreprises à tous les stades de leur vie (création, développement, transmission). Son activité s'exerce soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille.

Le périmètre de consolidation s'établit comme suit :

Sociétés consolidées par intégration globale

	30.06. 2008 en %	31.12.2007 en %	Ecart
FINANCIERE BAGATELLE	99,95	99,95	-
GIE MATIGNON 18	89,99	89,99	-
IDIFINE	100	100	-
IDI EMERGING MARKETS	100	-	100
IDI SERVICES	100	100	-
OGI ALBAN	100	100	-
DOMOSYS FINANCE	60	60	-

Les comptes consolidés sont arrêtés au 30 juin.

Note 2 : PRINCIPES

2.1. Normes IFRS

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2008 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2007 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2008.

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 et non encore endossées par l'Union Européenne, serait sans incidence sur les comptes du groupe :

- IFRIC 12 « accords de concessions de services »,

- IFRIC 14 « IAS 19 – « Limitation de l’actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction ».

Normes, interprétations et amendements aux normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2008

Aucun nouveau texte n’est devenu d’application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2008.

Normes, interprétations et amendements aux normes déjà publiés par l'IASB et endossés par l'Union Européenne, mais dont l'application n'est pas encore obligatoire au 30 juin 2008. Ces normes et interprétations n'ont pas été appliquées par anticipation par le groupe.

- IFRS 8 « segments opérationnels », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- IFRIC 11 « IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe » applicable à compter du 1^{er} janvier 2008 ; Toutefois selon le règlement européen l’interprétation est d’application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} mars 2008, soit pour le groupe à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le groupe n’a appliqué par anticipation aucune des normes, interprétations et amendements suivants déjà publiés par l’IASB mais non encore endossés par l’Union Européenne :

- Amendements à IFRS 2 « paiement fondé sur des actions – conditions d’acquisition des droits et annulations » - applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009
- Amendements à IAS 1 « présentation des états financiers », révision de la présentation et de la terminologie de certains états financiers - applicable au 1^{er} janvier 2009.
- Amendements à IAS 23 « coûts d’emprunts » - applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- Amendements à IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation » - applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.
- IFRIC 12 « accords de concessions de services », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 (non adopté à ce jour par l’Union Européenne).
- IFRIC 13 « programmes de fidélisation des clients », applicable pour les exercices ouverts postérieurement au 1^{er} juillet 2008, soit pour le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2009.
- IFRIC 14 « IAS 19 – Limitation de l’actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction » - applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 (non adopté à ce jour par l’Union Européenne).
- IFRS 3 révisée « regroupements d’entreprises », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009, soit pour le groupe à compter du 1^{er} janvier 2010.

- IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » - applicable à compter du 1^{er} juillet 2009, soit pour le groupe à compter du 1^{er} janvier 2010.
- Amendement à IFRS 1 et IAS 27 « coûts d'acquisition des titres » - applicable à compter du 1^{er} janvier 2009.
- Amélioration annuelle des IFRS « annual improvement » - applicable à compter du 1^{er} janvier 2009 à l'exception d'IFRS 5 amendement d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

Le groupe a commencé à examiner les impacts éventuels sur les comptes consolidés. A ce stade de l'analyse, il n'anticipe pas d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

Il n'y a pas de cyclicité dans l'activité du groupe.

2.2. Immobilisations corporelles

Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilisation estimée.

Les durées retenues sont les suivantes :

- agencements, aménagement, installations : 10 ans
- mobilier et matériel de bureau : 5 ans et 3 ans

2.3. Actifs financiers

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont classées en quatre principales catégories :

- les participations dans les entreprises associées, consolidées selon la méthode de la mise en équivalence,
- les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (AFS),
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat en application de la norme IAS 28,
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat pour les titres acquis à compter du 1^{er} janvier 2006,

la première catégorie correspondant aux sociétés de portefeuille et les trois autres aux concours aux entreprises.

Les autres immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements principalement liés aux locations immobilières ainsi que les prêts.

Valorisation

Fin juin 2008, les immobilisations financières représentent en valeur de marché 414 879 milliers d'euros.

A chaque arrêté semestriel ou annuel, les immobilisations financières font l'objet ligne par ligne d'une analyse afin de déterminer la juste valeur.

Cette valeur correspond :

Pour les titres non cotés :

- dans les 12 mois de l'acquisition : au prix d'achat sauf évènement important notamment sur la structure d'acquisition,
- après 12 mois :
 - application de la méthode « multicritères » (comparables cotés, transactions comparables, multiple d'entrée, opérations significatives sur le capital, autres en tant que de besoin),
 - en cas de résultat inférieur au prix de revient, diminution de valeur (provisions),
 - en cas de revalorisation, application d'une décote de 10 à 30 % sur cette valeur réévaluée des titres.

Pour les titres cotés :

- valorisés au dernier cours de bourse de la période sans décote,
- exception : titres cotés faisant l'objet de restrictions de négociabilité / illiquidité valorisés avec une décote comprise entre 5 % et 20 % sur le dernier cours de bourse de la période.

Cette valeur permet de passer dans les comptes les écritures d'ajustement des justes valeurs afin d'obtenir un actif net réévalué qui, pour une société de capital investissement, est le principal critère de référence.

Le groupe IDI n'a pas eu recours à la titrisation au cours de l'exercice 2008.

2.4. Résultat sur opérations en capital

Sont classées dans cette rubrique les plus ou moins-values sur les actifs cédés ainsi que la variation en juste valeur constatée sur la période.

2.5. Résultat opérationnel

Les revenus regroupent les prestations de service facturées. Les charges concernent les charges courantes d'exploitation. S'y ajoutent le résultat sur opérations en capital et les autres produits et charges non récurrents.

2.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le prix d'acquisition d'une société consolidée et la quote-part du groupe dans ses capitaux propres à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation.

2.7. Provisions pour risques

Au-delà des provisions pour dépréciations qui couvrent les risques d'évaluation des titres en portefeuille, figurent au passif du bilan des provisions destinées à couvrir des risques identifiés, appréciés au cas par cas, liés aux activités des sociétés consolidées.

Y est également incluse la provision pour indemnités de départ en retraite calculée sur les bases suivantes : ratio de stabilité égal à 100 %, 2 % d'augmentation annuelle des salaires, actualisation à 4,61 %, taux des obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie, départ à la retraite à 65 ans.

2.8. Unité utilisée

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros (K€).

2.9. Publication des comptes

La publication des comptes a été autorisée par le Conseil de Surveillance du 28 août 2008.

2.10. Utilisation d'hypothèses et d'estimations

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent principalement :

- la valorisation en juste valeur des titres non cotés selon leur valeur de marché,
- les provisions pour départ en retraite.

2.11. Impôts différés

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en application de la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques.

2.12. Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – Résultat par action. Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options ouverts à la date de clôture.

2.13. Actions propres

Les actions propres (44 617 titres au 30 juin 2008 vs 42 720 à fin 2007) ont été éliminées en consolidation (diminution de 709 K€ de la situation nette et des valeurs mobilières de placement).

2.14. Paiement en actions et assimilés

L'IDI a émis des bons de souscription d'actions en faveur de certains dirigeants.

Note 3 : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1. Variations des immobilisations financières (en milliers d'euros)

	Total	Titres consolidés	Titres mis en équivalence et créances rattachées	Actifs à juste valeur par capitaux propres	Actifs à juste valeur par résultat (IAS 28)	Actifs à juste valeur par résultat (IAS 39)	Autres
Valeur nette fin 2006	354 133			210 688	70 550	72 777	118
Acquisitions 2007							
. Titres consolidés							
. Ecart d'acquisition							
. Concours aux entreprises	168 889			763		168 126	
. Autres immobilisations financières	7						7
Changement de périmètre							
Cessions	-123 541			-51 631	-53 827	-18 080	-3
Variation valeur de marché par capitaux propres	7 993			7 993			
Variation valeur de marché par résultat	12 347				4 861	7 486	
Valeur nette fin 2007	419 828			167 813	21 584	230 309	122
Acquisitions 2008							
. Titres consolidés							
. Ecart d'acquisition							
. Concours aux entreprises	34 212					34 212	
. Autres immobilisations financières							
Changement de périmètre							
Cessions	-34 714			-13 013	-9 800	-11 898	-3
Variation valeur de marché par capitaux propres	4 480			4 480			
Variation valeur de marché par résultat	-8 927				-1 119	- 7 808	
Valeur nette 30 juin 2008	414 879			159 280	10 665	244 815	119

3.2. Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)

Fin 2007	938
Dotation 2008	-
Reprise 2008	-
30 juin 2008	938

Le montant à fin juin 2008 correspond à :

- 838 risques postérieurs aux cessions
- 100 indemnités de départ en retraite.

Ce montant est tel qu'il n'existe pas de risque résiduel significatif non provisionné.

3.3. Autres dettes

Les autres dettes concernent principalement les montants à libérer sur les capitaux souscrits dans les Fonds de private equity en Chine et Inde notamment. Ne pouvant préjuger la date exacte d'appel de ces sommes, la totalité des sommes dues est placée dans les dettes courantes à moins d'un an.

Note 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Effets des variations des cours des monnaies étrangères

A l'actif

Les valeurs des titres détenus en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de clôture et l'écart par rapport au cours à la fin de l'exercice précédent est comptabilisé par une dotation aux provisions s'il est défavorable, au sein des plus values latentes sur portefeuille s'il est positif.

Au passif

Les emprunts sont convertis en euros au cours de clôture et l'écart par rapport au cours à la fin de l'exercice précédent est comptabilisé en perte de change s'il est défavorable, en gain de change s'il est positif.

4.2 Impôts

Impôts courants

Les impôts courants sont calculés :

- au taux normal de 33 1/3 pour les produits nets courants ainsi que les plus values latentes sur VMP,
- au taux de 1,66 % pour les plus values long terme.

Impôts latents

Ils sont calculés au taux des plus values long terme (1,66 %) pour les plus values latentes sur les titres en portefeuille autres que les VMP.

Note 5 : EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Au cours du 1^{er} semestre IDI a décidé de filialiser son activité *private equity* dans les pays émergents par la création d'une société anonyme de droit luxembourgeois dénommée IDI Emerging Markets. Depuis le 30 juin 2008, IDI a cédé à IDI Emerging Markets la totalité des fonds de *private equity* dans les pays émergents dans lesquels IDI avait déjà investi et ouvert le capital de sa filiale à des investisseurs. Cette filialisation permettra à IDI de renforcer les positions acquises et d'accélérer son développement dans ce domaine.

En outre, « Faits significatifs depuis le 1^{er} juillet 2008 et perspectives », inclus ci-après à la fin du rapport d'activité.

Note 6 : AUTRES INFORMATIONS

6.1 Risques de liquidités

A fin août 2008, à l'identique du 30 juin 2008, la société n'a pas de risque de liquidité.

Les covenants des emprunts bancaires imposent la mise en garantie de titres cotés ou de fonds de hedge. Si la valeur des titres remis en garantie diminue, les covenants prévoient l'obligation d'ajuster à la hausse le nombre de titres remis en garantie pour qu'il n'y ait pas de diminution de l'assiette de la garantie.

6.2 Risques de marché

Risque de change

L'IDI emprunte généralement en dollars pour un montant quasi équivalent à l'investissement initial, quelque soit son mode de financement. C'est ainsi que lors d'un investissement en dollars, le groupe emprunte un montant équivalent en dollars. Ainsi, en cas de baisse du dollar par rapport à l'euro, le groupe enregistre une perte sur l'investissement en dollar qu'il convient de déprécier mais réalise simultanément un gain latent sur l'emprunt en dollar. Le gain latent sur l'emprunt n'est pas enregistré en produit dans les comptes sociaux (il figure en écart de conversion) mais l'est dans les comptes consolidés. Lorsque l'emprunt en dollar est remboursé, le gain est enregistré dans les comptes sociaux et est alors neutralisé en consolidation.

En cas de hausse du dollar, le compte de résultat enregistre la perte latente sur les emprunts et les plus values latentes sur les investissements sont incluses dans la situation nette en application des procédures IFRS.

Le groupe réalise parfois des ventes à terme de dollars. A chaque dénouement d'une vente à terme, le résultat est enregistré en comptabilité (perte ou profit de change). A chaque arrêté de compte (30 juin et 31 décembre de chaque année), le résultat latent de la vente à terme est également enregistré en comptabilité.

Les emprunts sont ajustés périodiquement en fonction de l'évolution et de la variation de la valeur des investissements concernés. A fin juin 2008, l'IDI avait un endettement total de 139 millions de dollars pour un encours d'investissements de 143 millions de dollars (on n'inclut pas dans cet encours les fonds de pays émergents qui ont été cédés à IDI Emerging Markets sur la base du dollar au 30 juin 2008). Le montant non couvert était ainsi de 4 millions de dollars ; il correspondait à des cessions en cours de fonds de hedge qui sont déjà intervenues à hauteur de plus de 3 millions de dollars. Surtout, le dollar s'est revalorisé par rapport à l'euro depuis le 30 juin 2008 passant de 0,634 euro pour 1 dollar à 0,683 euro pour 1 dollar au 26 août 2008.

Risques de taux

Placements de trésorerie

Les emplois de trésorerie à taux variable représentent la totalité des placements de trésorerie. L'essentiel est placé en banque par l'intermédiaire de l'établissement financier du groupe, IDIFINE ; le reste est en SICAV de trésorerie : tous les véhicules utilisés sont indexés sur le taux du marché monétaire et ne supportent donc pas de risque en capital.

Dettes financières

Elles sont toutes à taux variable. Le groupe n'a pas de politique de couverture systématique du risque d'évolution des taux d'intérêts.

Le groupe ne s'est pas couvert sur le risque des taux d'intérêt en 2008.

Risques de prix

Le groupe IDI détient des titres cotés qui proviennent :

- soit de son activité de capital investissement : participations dans des sociétés non cotées dont les titres ont été introduits en bourse (exemple : CNIM) ou dans des sociétés déjà cotées (exemple : Avanquest),
- soit dans son activité de placements financiers : acquisition d'actions cotées et de parts de fonds détenteurs d'actions cotées, ainsi qu'investissements dans des fonds de gestion alternative (hedge funds).

Le groupe IDI est donc susceptible d'être affecté par une éventuelle évolution négative des cours de Bourse des valeurs cotées qu'elle détient dans son portefeuille, et ce à un double titre :

- par la baisse de son actif net à un moment donné,
- par l'impact que cette baisse aura sur les plus-values ou moins-values réalisées lors des cessions en Bourse de ces valeurs par le groupe.

Une variation de 10 % des cours de bourse pourrait avoir un impact de 17 M€ pour les « actions tierces » et de 0,07 M€ pour les « actions propres ». Mais il faut souligner que près de 50 % du portefeuille « d'actions tierces ou OPCVM actions » est constitué par des fonds de gestion alternative qui sont « hedgés » et donc moins soumis théoriquement aux cours de bourse.

II – RAPPORT SEMESTRIEL D’ACTIVITE

Un ANR par action en légère progression malgré la crise

Sur la période allant de juillet 2007 à juin 2008, l’actif net réévalué par action⁽¹⁾ a augmenté de 1,3% (compte tenu du dividende distribué) pour atteindre 39,54 euros au 30 juin 2008 et ce malgré les effets dilutifs de l’augmentation de capital de juillet 2007. La hausse est de 0,1% sur le premier semestre 2008.

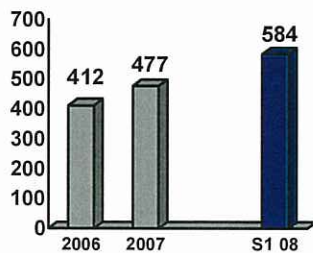
Cette performance reflète la résistance satisfaisante de la valeur des actifs du groupe IDI et la pertinence de sa politique d’allocation d’actifs dans un contexte marqué par une crise financière et économique de grande ampleur.

Depuis son introduction en bourse en 1991, IDI affiche un TRI pour l’actionnaire (dividendes réinvestis) supérieur à 18% par an, soit un multiple de 18 en dix-sept ans, très supérieur aux performances du secteur.

(1) Agrégat plus représentatif que le résultat net par action au regard de l’activité du groupe IDI et des règles comptables applicables

Poursuite de la mise en place de la stratégie d’investissement

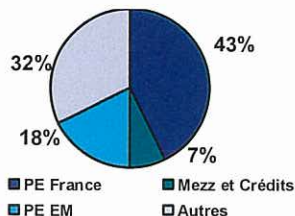
Fonds gérés (en M€)



Des moyens renforcés - Le groupe IDI a poursuivi sa politique d’augmentation des fonds gérés au service de sa stratégie de recentrage sur les investissements en *private equity* en France (augmentation de capital à la mi-2007) et dans les grandes économies émergentes (création de IDI Emerging Markets à la mi-2008 au capital de 216 millions d’euros, à laquelle IDI a cédé son portefeuille de fonds « pays émergents »).

En trois ans, le groupe a ainsi multiplié par deux ses fonds sous gestion, pour atteindre près de 600 millions d’euros, tout en maintenant la prédominance des fonds propres sur les fonds gérés pour compte de tiers, conformément à son modèle historique

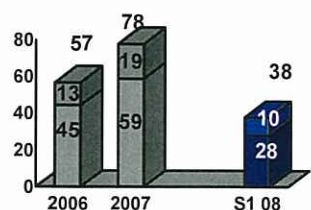
Répartition du portefeuille (en %)



Une allocation d’actifs diversifiée et réorientée vers le *private equity* - Au 30 juin 2008, le portefeuille (immobilisations financières) était constitué à près de 68% d’actifs de *private equity*. Cette proportion, qui oscillait entre 50 et 60% sur les trois dernières années, reflète un certain désengagement des *hedge funds* et la bonne tenue du portefeuille de *private equity*.

A court terme, la politique d’allocation d’actifs de IDI devrait s’orienter vers les produits de créances (investissements mezzanine et crédits LBO décotés) qui présentent un meilleur couple risque – rentabilité que le capital dans le contexte actuel. Quant au poids du *private equity* « pays émergents », il devrait se stabiliser à 10/15% du portefeuille.

Investissement en Private Equity (en M€)

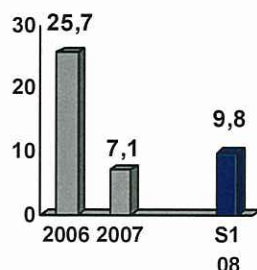


investissements IDI SCA + FCPR IDI Mezzanine (part des tiers)

Une politique dynamique et sélective d'investissement et de cession - Au premier semestre 2008, 28,2 millions d'euros auront été investis en *private equity* sur le bilan de IDI (prise de participation dans le groupe media internet intégré Hi-Media, OPA sur la SSII Alti, crédits décotés, appels de fonds sur l'activité « pays émergents »), auxquels s'ajoutent 13,1 millions d'euros investis en juillet et août 2008 (financement du spécialiste du fret aérien WFC, crédits décotés). En intégrant le FCPR IDI Mezzanine – financement de Armatis (call center), Al maviva (cliniques) –, le groupe a investi près de 38 millions d'euros au premier semestre 2008 (59 millions en incluant juillet et août 08 – opérations WFC et Balitrand (distribution)).

Quant aux cessions de la société IDI, elles ont été moins dynamiques au cours du premier semestre 2008 (cession de Horosmart principalement pour un multiple de deux fois l'investissement) qu'elles ne l'avaient été en 2007, le marché basculant, sans que le processus soit encore achevé, d'un marché acheteur vers un marché vendeur.

Levier financier (en %)



Une structure financière solide – Le ratio « dettes financières nettes (hors dettes sans recours) sur fonds propres » du groupe IDI est passé de 25,7% fin 2006 à moins de 10% depuis fin 2007. Il ressort à 9,8% au 30 juin 2008.

IDI dispose donc d'un bilan solide et de capacités d'investissement importantes grâce à ses actifs semi-liquides (plus de 70 millions d'euros) et ses dettes non tirées (30 millions d'euros), qui lui permettront de bénéficier en temps et en heure de la reprise des marchés.

Faits significatifs depuis le 1^{er} juillet 2008 et perspectives

Au cours des mois de juillet et août 2008, IDI a poursuivi sa politique d'investissement (achat de crédits décotés, financement des sociétés WFC et Balitrand - cf. ci-dessus) et pu compenser par la bonne tenue de ses participations de private equity en France et dans les pays émergents les performances négatives de son portefeuille de *hedge funds*.

Dans un contexte où les grands indices boursiers reculent (au 25 août 2008, CAC Small 90 : -25 % depuis le 1er janvier 2008), le groupe IDI, fort de son expérience des crises passées, intègre depuis plus d'un an maintenant les nouvelles données de marché dans sa stratégie d'allocation d'actifs (financement et valorisation des entreprises cibles, étude de nouveaux axes de développement, etc.).

En prévision de turbulences persistantes dans les douze à dix-huit mois à venir, le groupe IDI se fixe pour objectif de traverser cette période sans impact significatif sur son bilan

Gouvernance

1) La composition du conseil de surveillance du groupe IDI a été profondément remaniée lors du conseil du 30 juin 2008.

- Président :** **Jean-Louis Gerondeau** Premier mandat le 23 mai 1991
M. Gerondeau est membre du Directoire de Zodiac SA
- Vice-président :** **Luce Gendry** Premier mandat le 29 juin 1990
Mme Luce Gendry est associé-gérant de Rothschild et Cie depuis 1996
- Membres :** **Michel Bolloré** Premier mandat le 30 juin 2008 - M. Bolloré est Président Directeur Général de la Société France-Essor et administrateur de la Société Polimiroir, Ouest-Coating, Stelarlux (SA Luxembourgeoise), Capital Pierre (SA Luxembourgeoise), Smile Invest (SA Lux.)
- Patrice de Maistre** Premier mandat le 30 juin 2008
M. de Maistre est Président du conseil d'administration de SA Antea, SAS La Financière Antea, SA Vectra et SAC Vectra Développement, Président directeur général de Brinon Investissement, Directeur général de Clymène, Tethys et Fondation Bettencourt-Schueller
- Olivier Dousset** Premier mandat le 30 juin 2008
M. Dousset est administrateur et président de Close Brothers France
- Foncière, Financière et de Participations (holding industriel coté de la famille Peugeot), représentée par Alain Chagnon** Premier mandat le 31 août 2006
M. Chagnon est Président Directeur Général de S.E.D.I.M. SA, Membre du Conseil de Surveillance de ONET SA, Administrateur de Holding Reinier, de Simante, SL
- Jean Gatty** Premier mandat le 29 juin 2004 - M. Gatty est Président de JG SAS et de JG Capital Management - Président du Conseil d'Administration de Capital Auction et membre du Conseil de Surveillance d'April Group
- Gilles Etrillard** Premier mandat le 30 juin 2008
M. Etrillard est Président et Directeur Général de Fonds Partenaires Gestion (groupe Lazard)
- Aimery Langlois-Meurinne** Premier mandat le 30 juin 2008
M. Langlois-Meurinne est Administrateur-Directeur Général de Pargesa Holding SA (Suisse) Administrateur de Groupe Bruxelles Lambert SA (Belgique), Eiffage (France), Club Méditerranée (France), Administrateur et Président de Pargesa Luxembourg SA (Luxembourg), Pargesa Netherlands BV (Pays-Bas), Imerys (France)

Christian Schlumberger Premier mandat le 29 juin 2004
M. Schlumberger est Président-Directeur Général de CS Finances SAS Administrateur de Financière XV et de JG Capital Management

François Thomazeau Premier mandat le 30 juin 2008
M. Thomazeau est Administrateur et Directeur Général Délégué de AGF (Assurances Générales de France) et AGF Holding, Président Directeur Général de AGF International, Directeur Général de Allianz Holding France SAS,

Bertrand Voyer Premier mandat le 30 juin 2008
M. Voyer est Président directeur général de Prévoir-Vie Représentant de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (F.F.S.A.) au sein du MEDEF

Censeur :

Renaud Girard Premier mandat le 29 juin 2004 - M. Girard est journaliste-grand reporter au Figaro, administrateur de Chevrillon et Associés ; et Professeur à l'IEP de Paris

2) Principales transactions entre parties liées

Au cours du 1^{er} semestre 2008, il n'y a pas eu de transactions entre parties liées.

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 II du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société IDI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 28 août 2008

DELOITTE- MARQUE & GENDROT
Frédéric Neige

MAZARS & GUERARD
Franck Boyer

IV – DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 28 août 2008

Christian LANGLOIS-MEURINNE
Président d'Anelle et Associés,
gérant de l'IDI